

ANNEXE 7 – PROCES VERBAL DE CESSATION DE LA SABLIERE EUROVIA



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE L'AISNE

Direction départementale des territoires

LAON, le

10 JAN. 2011

Service de l'Environnement

Unité gestion des Installations
Classées pour la Protection de
l'Environnement, Déchets

Monsieur Dominique CHANTREUX
37 rue de REIMS
02860 BRUYERES-ET-MONTBERAULT

Nos Réf. : C-0062
Affaire suivie par : Mme Antonella GOUT
Tél. 03.23.24.65.31 Fax : 03.23.24.64.01
Courriel : ddt-env-icpe@aisne.gouv.fr

Monsieur,

En application de l'article R.512-39 du code de l'environnement, et à la suite de la déclaration de fin de travaux d'exploitation d'une carrière par la SAS EUROVIA PICARDIE sur le territoire de la commune de FESTIEUX, je vous adresse, sous ce pli, pour information, une copie du procès-verbal de récolement établi par l'inspecteur des installations classées à la suite de la visite du site.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de toute ma considération.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Responsable de l'Unité



Thomas BOSSUYT

PROCES-VERBAL DE RECOLEMENT
(Article R. 512-76 du Code de l'Environnement)

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Fin d'exploitation d'une carrière.

REFER. : Arrêté Préfectoral d'autorisation n°2005-1241 du 15 décembre 2005 .

EXPLOITANT : EUROVIA PICARDIE

COMMUNES : FESTIEUX

PARCELLES : n°46 et n°55 situées au lieudit « Le Pré du Taureau »
parcelle n°746 située au lieudit « Le Bois du Sapin »

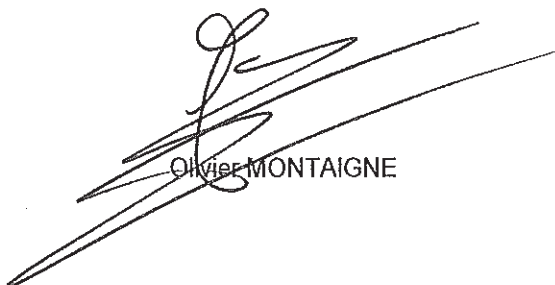
L'autorisation d'exploiter a été accordée à la société EUROVIA PICARDIE par arrêté préfectoral du 15 décembre 2005 qui est arrivé à échéance.

Au vu des résultats de l'instruction menée et des constatations effectuées sur place le 9 septembre 2009, il apparaît que les travaux de remise en état répondent aux objectifs définis par les arrêtés préfectoraux précités.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été établi en application des articles 512-74 et suivants du code de l'environnement livre V.

Fait à Soissons, le 15 septembre 2009

L'inspecteur des Installations Classées



Olivier MONTAIGNE

N.B. :

Le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avéraient insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.